

**CENTRE DE LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ
ET L'INJUSTICE AU RWANDA**

BP 2 - Molenbeek 4

1080 BRUXELLES - Tél/Fax:32.81/60.11.13
GSM: 0476.701.569

Bruxelles, le 21 avril 2002.

Communiqué n° 60/2002

Arrestation de l'ancien chef d'Etat rwandais Pasteur BIZIMUNGU et de l'ex ministre Charles NTAKIRUTINKA les 19 et 20 avril 2002.

Le Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda dénonce et condamne l'arrestation de l'ancien Président de la République rwandaise, Monsieur BIZIMUNGU Pasteur, et de l'ancien Ministre des travaux publics, Monsieur Charles NTAKIRUTINKA, après plusieurs mois de persécutions, de harcèlement politique et d'agressions physiques. Ces deux personnalités sont les plus hauts dirigeants du Parti Démocratique pour le Renouveau (PDR) UBUYANJA, créé et aussitôt interdit fin mai 2001 au Rwanda. La junte militaire du Général Paul KAGAME les accuse de subversion d'après les médias proches du pouvoir.

Voici la chronologie des faits :

1) Arrestation de Monsieur Pasteur BIZIMUNGU, Président du PDR-UBUYANJA :

Dans la matinée de vendredi 19 avril 2002, des militaires de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) envahissent la résidence de Monsieur Pasteur BIZIMUNGU et l'embarquent vers une destination inconnue. Avant de l'amener, les militaires ont opéré une minutieuse fouille et confisqué son matériel informatique et ses documents. Ils l'auraient d'abord conduit au camp militaire de Kacyiru dans la capitale Kigali où il serait encore détenu selon certaines sources. Mais d'autres sources affirment qu'il serait déjà incarcéré dans la prison centrale de Kigali appelée "1930" et sise dans le secteur MUHIMA.

2) Arrestation de Monsieur Charles NTAKIRUTINKA, Secrétaire Général du PDR :

Dans la matinée du samedi 20 avril 2002 vers 6h00, 15 policiers nationaux conduits par un officier appelé KURAMBA ont fait irruption au domicile de Monsieur Charles NTAKIRUTINKA et ont fouillé minutieusement toute sa maison. Ils ont confisqué ses documents et son matériel informatique qu'il venait d'acquérir avant de le conduire au camp militaire de KACYIRU vers 8h00 du matin. Dans la matinée du dimanche 21 avril 2002, son épouse a pu vérifier qu'il était toujours détenu dans ce camp militaire. Rappelons que leur dernière arrestation du 17 août 2001 s'était déroulée avec une brutalité extraordinaire. A cette époque déjà, leurs ordinateurs ainsi que les documents relatifs à leur parti avaient été saisis par les militaires qui ne les ont jamais rendus.

Cette nouvelle double arrestation survient après que les deux dirigeants du parti PDR - UBUYANJA aient été victimes d'agressions physiques exécutées par des éléments de l'armée et apparemment commanditées par le Général Paul KAGAME les 8 août (agression contre Bizimungu) et 16 août 2001 (agression contre Ntakirutinka). En effet, le scénario de toutes ces agressions était identique et impliquait des militaires et des agents de la Directorate of Military Intelligence (DMI).

Le 25 mars 2002, Messieurs Pasteur BIZIMUNGU et Charles NTAKIRUTINKA ont écrit une lettre au Premier Ministre Bertin MAKUZA pour mettre le gouvernement rwandais devant ses responsabilités afin qu'il respecte leurs droits et leurs libertés fondamentaux. Face à ces nombreuses persécutions, ces dirigeants du parti PDR – UBUYANJA ont écrit deux lettres, début et fin juin 2001, au Président de la République, le Général Paul KAGAME, pour lui

demander de mettre fin à ces pratiques antidémocratiques et de donner les instructions pour lever tous les obstacles mis à la création de leur parti. Aucune suite ne fut enregistrée. Pour toute réponse, le pouvoir a développé une nouvelle stratégie et organisé des attaques contre eux! **Rappelons les principales agressions qui ont frappé plusieurs membres du PDR-UBUYANJA depuis août 2001 :**

- a) Ainsi, l'ancien chef de l'Etat, Monsieur Pasteur Bizimungu a été victime d'un attentat le 8/08/2001, Monsieur Cassien Munyarubuga fut victime d'un vol de véhicule le 13/08/2001, Monsieur. Magambo fut l'objet d'attaque le 15/08/2001 et M. Ntakirutinka fut attaqué et blessé le 16/8/2001 en plein jour. Ce dernier a réagi d'une manière qui a fort surpris et mécontenté le pouvoir. En effet, blessés lui et son chauffeur, il a fait constater les blessures par un diplomate américain en poste à Kigali et il a donné une interview à la Radio BBC en Kinyarwanda en relatant les agressions dont tout ce monde avait été l'objet et en concluant à une action politique.
- b) Un autre membre du parti PDR, Monsieur Cassien Munyarubuga fut menacé par l'inspecteur Gilbert Ruhorahoza lors de sa visite chez Pasteur Bizimungu. Il fut finalement assassiné le 26/12/2001 à Nyarutarama vers 15h de l'après-midi! Ce qui est encore très grave, certains visiteurs ont été menacés par les policiers affectés au domicile des deux personnalités. Le pouvoir, à travers sa police, a convoqué M. Bizimungu pour l'interroger sur le contenu des journaux qui ont osé commenter cet assassinat et écrire sur son parti PDR et sur l'idéologie de son parti politique. Les interrogatoires ont eu lieu les 5/01/02 (un samedi!) ; 8/01/02 ; 9/01/02 ; 11/01/02 ; 12/01/02(un samedi!), jour où **la police lui a interdit de retourner à la messe sous prétexte que sa présence sème la division parmi les chrétiens !**
- d) Le 21/01/02, alors qu'il venait de franchir le portail de l'Ambassade de Belgique à Kigali, Monsieur Ntakirutinka a été rappelé par le policier qui le surveille pour lui dire qu'il n'était pas autorisé à se rendre à cet endroit. Il a refusé d'obtempérer bien sûr et l'altercation qui s'en suivie a scandalisé les agents de l'Ambassade accourus voir ce qui se passait.
- e) Le 5/02/02, le Président de la République a tenu une réunion au Village Urugwiro (à Kigali) avec les ressortissants de la préfecture Gikongoro et les a interrogé sur les massacres de Kibeho. Il a dit que les informations qui ont été diffusées par les médias gouvernementaux à l'époque reflétaient la réalité et que les autres chiffres avancés par les ONG humanitaires sont des inventions répandues par M. Ntakirutinka et son épouse

RECOMMANDATIONS :

Le Centre recommande instamment aux autorités rwandaises de :

- Libérer immédiatement et sans conditions les deux dirigeants du parti PDR-Ubuyanja ;
- Garantir à tous les rwandais, sans exception, la liberté d'expression et d'association ;
- Identifier et sanctionner les auteurs de l'assassinat de Munyarubuga et de ces agressions.

Le Centre demande au pays membres de l'Union Européenne d'exercer des pressions pour faire libérer les deux dirigeants et de conditionner l'aide financière et toute coopération au respect des droits humains. La Belgique et les USA doivent jouer un grand rôle dans la libération des deux opposants

Le Centre insiste auprès de toutes les organisations internationales des droits humains afin qu'elles s'efforcent d'exiger la libération de tous les opposants politiques rwandais tels que les deux dirigeants du PDR et l'ancien député Jean MBANDA (Parti Social Démocrate) emprisonné arbitrairement en juin 2000 après qu'il eut écrit une lettre dénonçant la dictature du FPR. Le Centre propose à Amnesty International et Human Rights Watch d'adopter les deux dirigeants arrêtés comme des prisonniers d'opinion.

Le Centre demande à la population rwandaise de ne pas céder à la terreur la junte militaire qui l'opprime et de résister à toutes les manipulations du pouvoir visant à consolider le terrorisme d'Etat.

Fait à Bruxelles, le 21 avril 2002.

Pour le Centre, MATATA Joseph, Coordinateur.

Yahoo! Actualités Monde
dimanche 21 avril 2002, 12h18

Arrestation de l'ancien président du Rwanda

KIGALI (AP) - L'ancien président rwandais, le hutu Pasteur Bizimungu, a été arrêté pour activités politiques illégales menaçant la sécurité nationale, a annoncé dimanche un porte-parole de la police.

Selon le commissaire Tony Kuramba, il a été interpellé à l'issue d'une perquisition à son domicile vendredi, au cours de laquelle des documents compromettants ont été saisis. On lui reproche de diffuser des "rumeurs et de faire de la propagande anti-gouvernementale créant du mécontentement des divisions et des craintes au sein de la population".

Agé de 51 ans, Bizimungu, a été le premier président du gouvernement d'union nationale constitué après le génocide de 1994, qui fit plus de 500.000 morts, et la prise de Kigali par les rebelles majoritairement tutsis du Front patriotique rwandais (FPR).

Bizimungu, qui était pourtant numéro deux du FPR, avait démissionné en mars 2000, accusé d'incompétence, et suite à une querelle avec son parti sur des affaires de corruption. L'ancien chef de la rébellion et nouvel homme fort du Rwanda, qui était alors vice-président et ministre de la Défense et assurait la réalité du pouvoir, pris la place de président.

En mai dernier, Bizimungu s'est vu interdire la constitution d'un parti politique et a dû quitter le palais présidentiel où il vivait toujours après sa démission. Si les partis politiques sont autorisés, l'accord de réconciliation nationale interdit qu'ils se fassent remarquer par des campagnes publiques.

Cette arrestation intervient moins de deux semaines après une mise en garde publique adressée par le président Kagame à son prédécesseur, qui affirmait alors que la patience du gouvernement à son égard avait "des limites".

Tout comme Charles Ntakirutinka, secrétaire général de son parti démocratique pour le renouveau (non-enregistré), arrêté également, l'ancien président risque dix ans de prison s'il est condamné. AP

nc/v

Rubrique > [Monde](#)